

Milon-la-Chapelle, le 7 août 2025

**Objet :** réponse à votre lettre du 9 juillet 2025

Madame la Vice-présidente, Monsieur le Président,

Nous faisons suite à votre lettre du 9 juillet 2025, répondant à notre envoi du 28 juin 2025, concernant la situation du Rhodon qui constitue l'unique exutoire de la station d'épuration du Mesnil dont l'existence et le fonctionnement entre dans le domaine de compétence de votre établissement.

Vous indiquez que cette lettre sera votre dernière réponse écrite à nos interpellations, ce qui révèle un curieux respect du principe posé par l'article 15 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 puisque cet article prévoit que : *« La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration »*.

Cette remarque étant faite, nous ne pouvons raisonnablement accepter les éléments de langage que vous contentez de répéter depuis des années.

Le fait que la station du Mesnil soit autorisée à fonctionner jusqu'en 2028 par arrêté préfectoral n'exclut nullement l'existence de dysfonctionnements et ce d'autant plus que la station actuelle est en fin de vie.

En 2016, la Société EGIS qui est l'un des bureaux d'étude les plus reconnus de France et d'Europe, a souligné que :

*« La station d'épuration du Mesnil Saint Denis est confrontée à de nombreux problèmes de surcharges hydrauliques. L'arrivée de volumes importants entraine une impossibilité de traitement par la station de la totalité du débit en entrée de station et par conséquent des déversements d'eaux au milieu naturel en amont de la station d'épuration. Par conséquent, afin de réduire les déversements vers le milieu naturel, il est urgent de réaliser les aménagements nécessaires sur la station afin de permettre le traitement de ces volumes excédentaires tout en respectant les normes strictes de rejet imposées par l'arrêté ... ».*

En synthèse, il est indiqué, page 59, que :

*« 1.6.3 Synthèse et préconisations d'améliorations*

*Les éléments précédents amènent les conclusions suivantes :*

- Dysfonctionnements hydrauliques en entrée de station*
- Dysfonctionnements des prétraitements*
- Génie civil et équipements de la file Eau arrivant en fin de vie »*

Comme l'avait déjà souligné l'étude d'orientation commandée par le SIAHVY à SEGIC INGENIERIE en 2017, la filière boue n'était pas équipée correctement en moyen de mesure et de surveillance permettant réellement un bon contrôle du fonctionnement de la station.

C'est ce qui a été également mis en évidence par l'expert judiciaire et l'on ignore si, depuis, cette anomalie a été ou non rectifiée.

Vous affirmez également que le rapport d'expertise judiciaire rédigée par Madame NORTURE ne constitue pas une vérité scientifique.

Il reste que vous n'avez pas été capable de contredire sérieusement ses analyses et d'expliquer les très nombreux épisodes de pollution subis par le Rhodon depuis de très nombreuses années.

Vous n'avez également pas été capable de convaincre le Tribunal administratif de Versailles de la pertinence de vos affirmations.

Vous avez d'ailleurs même soutenu, en dépit du bon sens selon nous, que la preuve n'avait jamais été faite de l'existence des très nombreux épisodes de pollution survenus avant et pendant les opérations d'expertise, à l'exception de deux épisodes qui avaient été constatés de visu par l'Expert.

Nous espérons que la construction de la nouvelle station contribuera à améliorer la situation du Rhodon. Nous serions mêmes prêts à nous féliciter des efforts faits en ce sens par le SIAHVY, en collaboration avec les autres organismes et collectivités intéressés.

Cependant, force est de constater qu'à ce jour la situation ne s'est guère améliorée. Nous observons régulièrement la pollution de l'eau du Rhodon, notamment en forêt de Trappes et dans le Parc des ruines de l'abbaye de Port-Royal, l'eau y est noire et dégage toujours une odeur chimique persistante (voir photos jointes du 3 août 2025). Des pollutions peuvent avoir plusieurs origines. Personne n'en disconvient.

Toutefois, nous pensons qu'un certain nombre d'épisodes procède directement du refus dogmatique du SIAHVY de mettre en œuvre les préconisations qui avaient été faites par l'Expert judiciaire, ce dont le Rhodon reste encore aujourd'hui victime.

Veuillez croire, Madame la Vice-présidente, Monsieur le Président, en l'expression de notre parfaite considération.



Eric Aynaud  
Président



Michel Journet  
Vice-président  
Saint-Lambert-des-Bois



Danielle Masson  
Vice-présidente  
Milon-la-Chapelle



Nathalie Idrissi  
Vice-présidente  
Saint-Rémy-lès-Chevreuse

Copie : Mairie de Milon-la-Chapelle – Mairie de St-Lambert-des-Bois – Mairie de St-Rémy-lès-Chevreuse  
Direction Départementale des Territoires - Le Parc – UAPNR

P.J. : 3 photos du Rhodon